



Réseau pour la Réforme du Secteur de Sécurité et de Justice « RRSSJ »

ASBL de droit congolais, doté de la Personnalité Juridique aux termes de l'Arrêté Ministériel
n°767/CAB/MIN/J&DH/2012 du 18 avril 2012

NEWSLETTERS

Mai 2017

- I. CONTEXTE ET SITUATION SECURITAIRE GENERALE DU MOIS DE MARS 2017**
- II. FAITS SAILLANTS LIES AU COMPORTEMENT DES SERVICES DE SECURITE, EN PARTICULIER LA POLICE NATIONALE, ET AUTRES ACTEURS**
- III. SUGGESTIONS**

I. CONTEXTE ET SITUATION SECURITAIRE GENERALE DU MOIS DE MARS 2017

Le contexte politique général au mois de mai a été plus marqué par les retombées de la signature, le 27 avril par une partie de la classe politique, des arrangements particuliers pour l'application de l'Accord Politique Global et Inclusif, signé le 31 décembre 2016.

La signature de cet arrangement particulier est intervenue le 27 avril au Palais du Peuple mais elle a été qualifiée de non inclusive parce que n'impliquant pas une bonne frange des acteurs politiques de l'Opposition, en l'occurrence le Rassemblement des Forces Acquisées au Changement, dirigé par Félix TSHISEKEDI et Pierre LUMBI.

A cela s'ajoute le lancement de l'enrôlement des électeurs à Kinshasa qui fait partie de la dernière aire opérationnelle.

Par contre, la situation sécuritaire a été beaucoup plus préoccupante dans certaines provinces, pour les raisons suivantes :

1° Sud-Kivu :

Au cours de ce mois de mai, l'on a noté une recrudescence des cas d'assassinats et des attaques à mains armées par des hommes non autrement identifiés parfois en tenue militaire ou policière. L'on a aussi noté la recrudescence des cas de justice populaire.

- ☞ Au courant de ce mois de mai, dans le Territoire de Kabare, dans les Groupements de Bugorhe et Miti-Murhesa, 4 cas d'assassinats par des hommes armés en uniforme ont été rapportés par des sources internes au RRSSJ/Sud-Kivu ;
- ☞ Dans la nuit du 16 au 17 mai dans la Ville de Bukavu en Commune d'Ibanda, Quartier Panzi, 2 personnes ont été assassinées (mari et femme) à leur domicile ;

- ☞ Dans la nuit du 18 mai 2017, dans le Territoire de Walungu vers 21h00, un policier a été tué par balles par des hommes armés non autrement identifiés qui ont opéré en toute quiétude pendant plus de 2 heures sans être inquiétés après avoir tué le policier. Notons que le policier était commis à la garde d'une Coopéc du milieu.

Dans la même nuit du 18 mai 2017, dans le Territoire de Kabare au Parquet de Kavumu, 3 détenus se sont évadés du cachot du parquet.

2° Kongo Central

- ☞ La situation sécuritaire a été jugée généralement calme sur l'ensemble de la province du Kongo Central, hormis de quelques cas isolés de braconnage signalés sur la nationale n°1 Boma-Kinshasa via Matadi et des vols domiciliaires avec effraction à Kwilu-Ngongo, Muanda et Kimpese ;
- ☞ 19 mai, Territoire de Kasangulu : soixante-huit (68) détenus sur les septante quatre pensionnaires de la prison centrale de Kasa-Ngulu situés à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Kinshasa, se sont évadés vers 1 heure du matin.

3° Kinshasa

- ☞ Beaucoup de boutiques proches de la prison pillées, quelques habitants des environs de la prison ont été visités par les hommes en uniforme non autrement identifiés et les extorsions. La majorité de femmes et enfants prisonniers se sont aussi évadés laissant leurs cellules presque vides ;
- ☞ On remarque une crainte généralisée de la population suite à l'invasion de certains criminels qui

peuvent semer une désolation à grande échelle. Le gouvernement n'était pas à mesure de sécuriser les prisonniers ;

- ☞ Un groupe de gens non identifiés se présentent comme appartenir aux services de sécurité d'atteinte à l'honneur de Chef de l'Etat ;
- ☞ Au lendemain de l'évasion de prisonniers de l'ex-prison de Makala, la police avait commencé les opérations de recherche de prisonniers évadés en bouclant certains quartiers comme celui de Mombele dans la commune de Limete où la police a arrêté beaucoup de jeunes sans distinction en les soupçonnant d'être prisonniers évadés sans précision se fiant à leur apparence . Certains d'entre eux ont été relaxés moyennant le paiement de l'équivalent de 71 dollars américains.

4° Kasai Occidental

Quelques avancées ont été enregistrées à travers les négociations entre le Gouvernement et les membres de la famille régnante de Kamuina Nsapu, notamment :

- ☞ la désignation d'un nouveau Chef Kamuina Nsapu en la personne de Jacques Ntumba Kabeya Mupala Kamuina Nsapu par la famille régnante ;
- ☞ la baisse de l'ampleur des exactions de la milice à la suite du message d'appel au calme et l'interdiction d'utiliser le nom de Kamuina Nsapu par les prétendus miliciens sous peine des sanctions coutumières et judiciaires ;
- ☞ la population commence à dénoncer la présence, mieux les différents lieux de concentration des miliciens à cause de leurs tracasseries ;
- ☞ beaucoup de miliciens ont vidé progressivement certains quartiers de la ville afin de se mettre à l'abri de la vindicte populaire dont certains commencent à faire les frais.

Cependant, sur le plan sécuritaire, beaucoup reste à faire, principalement :

- le redéploiement de la Police dans tous les Territoires, à partir des lieux déjà sécurisés pour restaurer l'autorité de l'Etat;
- la cessation des violations des droits humains par les forces de sécurité ;
- l'interpellation des militaires et policiers qui tuent et commettent des cas de viols des femmes et filles ;
- la recherche des auteurs des crimes pendant les affrontements entre la milice et les forces de défense;
- la réinsertion socioéconomique des familles sinistrées et des enfants en vue de la reprise normale de leurs études;
- la maîtrise des groupuscules des miliciens qui se pourchassent à travers la ville et interpellant par moment certaines personnes autour de leurs foyers initiatiques qui se sont multipliés sur la ville et sa périphérie pour des dossiers civils, afin de les juger et sanctionner au besoin ;
- la poursuite des négociations avec les autres groupes de miliciens dans les autres Territoires et villes de l'ancienne province du Kasai Occidental dont le Kasai Central et le Kasai, afin de trouver des compromis pour réduire leur capacité de nuisance ;
- persistance des affrontements entre milices et forces de sécurité dans les Territoires de Luiza, Dimbelenge et Kazumba dans le Kasai Central ; Tshikapa, Luebo, Kamonia et Kamako dans la province du Kasai ;
- il y a lieu de signaler l'amplification des rivalités ethniques caractérisées par des traques ciblées de certaines communautés notamment : les Salampasu par le Bindi dans le territoire de Luiza ; les Lubaphones de Kamonia, Tshikapa et Kamako par les Tshokwé, les Pende ; les Ndengeze par les Luba dans le territoire de Luebo en province du Kasai.

5° Equateur

- ☞ L'insécurité bat son plein dans la Province de l'Equateur en général et particulièrement dans la Ville de Mbandaka. Un cas d'assassinat est monitoré et les cas de vol à main armée augmentent chaque mois et la PNC souffrent du manque cruel de moyens pour des interventions d'urgence.
- ☞ La marche organisée par Maître Antony, Président Fédéral de la Jeunesse de MLC Equateur et Membre de la Commission Diocésain Justice et Paix, a été contrecarré par le Vice-Maire qui a mobilisé un groupe de taxi-vélo, appelé TOLEKA, pour barrer la route à ceux qui marchaient en faveur du rétablissement de la sécurité dans la Ville avec Maître Antony.

6° Nord-Kivu

Territoire de Rusthuru

Sur le plan sécuritaire, la province assiste à une montée de l'hostilité entre la population et la police et les FARDC pendant ce mois de Mai 2017, Le climat était très tendu toute la journée du 04 Mai à KIWANJA, une Commune rurale située à plus ou moins 75km au nord de GOMA, dans le Territoire de RUTSHURU, en Province du NORD-KIVU, à la base de cette tension, le meurtre de deux civils, tous habitants de la cité de KIWANJA, il s'agissait de Mr MUMBERE KATIMBA VAMBE, un maçon âgé de 36 ans, marié et père de 2 enfants, résident au Quartier MABUNGO; et, Mr KASEREKA TSONGO, un cultivateur âgé de 34 ans, marié et père de 4 enfants, résident au Quartier BUTURANDE.

Ils avaient été fusillés aux environs de 19h00 locale, non loin de l'établissement scolaire KIWANJA-CITE, c'est à l'est de cette commune rurale, par un militaire des FARDC, ce monsieur est soldat de 2^e classe MUHIRE MUHINDO FAUSTIN (âgé

de 23 ans, porteur de l'arme AK47 n°0102 avec 60 coups). Son complice, le soldat KANYAMAHANGA HABUFITE BEBE (âgé de 23 ans, porteur de l'arme AK47 n°0740 avec 54 coups ces détails viennent de CEPADHO organisation membre du RRSSJ Nord Kivu).

Consécutivement à cet assassinat, toutes les activités sont restées paralysées à KI-WANJA. Les jeunes en colère exigeaient le remplacement immédiat du Commandant FARDC en place, le Colonel BAHATI NGABO, Les manifestants qui tenaient à amener les corps chez le Commandant précité pour saccager à l'occasion sa résidence ont été dispersés par la police qui a lancer les lacrymogènes. Les corps ont été récupérés et dépêchés à la morgue de l'Hôpital Général de RUTSHURU. Au cours des altercations, 2 civils ont été blessés : le jeune MUMBERE MAYABUKA Daniel (16 ans, écolier de 6^{ème} Primaire), blessé aux jambes et conduit à l'hôpital ainsi que le nommé SILVANO, blessé aux bras.

Territoire de Masisi

En date du 4 mai, des hommes se réclamant du groupe politico-militaire de défense populaire Maï-Maï ont fait son incursion dans la localité de Kivuye Mpatu située au Sud du territoire de Masisi. : à l'issue de cette attaque 45 personnes lâchement assassinées et d'innombrables blessés.

02 mai, les combattants MaïMaï ont pris d'assaut la localité de Kinyana Butongi avant de l'investir plus au moins durablement en enlevant 18 personnes qui priaient dans une église du voisinage pour une destination inconnue !

Le Point Focal du RRSSJ note qu'à ce jour une forte tension continue d'être ressentie à Masisi où des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants en débandade quittent leurs villages en empruntant les sentiers et chemins chaotiques de hautes montagnes avoisinantes à la recherche d'un abri plus sécurisant;

Territoire de Lubero

En date du 09 mai, un groupe de combattants May-May a fait incursion dans le village LUBANGO en Groupement BUHIMBA, Chefferie des BAMATE, au sud du Territoire de LUBERO, pour mener une attaque contre le commissariat local de la police Nationale Congolaise

Lors de l'attaque, les policiers qui montaient la garde du Commissariat ont réussi à se sauver avec toutes les armes et les Maï-Maï n'ont pu rien emporté.

Sous l'empire de la colère, les miliciens avaient pris la direction de la résidence du Commandant de la police en place, le sous-commissaire MUSUBAHO. L'ayant trouvé chez lui, ils avaient demandé qu'il remette arme et munitions, devant la réponse négative du commandant précité, avait fait l'objet de lapidation jusqu'à sa mort. Certains habitants ont assisté à cette lapidation, dans une impuissance totale.

Ville de Goma

Un motard avait décidé d'en finir avec un policier qui lui demandait les documents de circulation routière, le motard trouvant le policier incompétent sur la question, qui relève de la police de circulation routière, avait jugé bon de sauter sur le policier et d'en finir avec lui et ce, avec l'aide de ses collègues, le policier était sorti blessé, sous la clameur publique.

8° Bandundu

Depuis le lancement des opérations des inscriptions dans notre province nous avons y à constater beaucoup de problèmes entre autres

- Démission précoce du superviseur provincial de la CENI/Kwilu à la personne de Guylain MABOYI en pleine période de déploiement des formateurs des formateurs et superviseurs territoriaux, suite à la pression du président de l'Assemblée Nationale, sénateurs, députés nationaux et provinciaux de (Gungu, Idiofa, Bulungu et Masimanimba) ;

- Manque des moyens financiers pour le déploiement des membres des bureaux d'inscription et superviseurs pour la ville de Kikwit et dans les cinq autres ; Manque des matériels/kits d'enrôlement dans des centres d'inscriptions au niveau territorial et sur place dans la ville de Bandundu il y a insuffisance de machines dans des C.I au maximum c'est deux et au minimum c'est une machine par centre ;
- Refus d'accréditer les observateurs par la CENI Kwilu sur ordre du niveau national et interdiction formelle aux observateurs d'accéder au Centre d'inscription ;
- Dans le centre d'inscription du collège saint Joseph situé dans la commune de Basoko au quartier IFURI et la référence c'est l'église catholique saint Joseph, toutes les machines étaient configurées avec les données d'une province de l'Est ;
- Une lenteur constatée dans le chef des opérateurs de saisie dans les 12 centre sur les 15 prévus dans la ville de Bandundu ; Faible fréquentation de la population aux centres d'inscription de la CENI dans la ville de Bandundu ;
- Les policiers affectés dans les centres d'inscriptions ne posent pas de problèmes, parce que pas des désordres devant les bureaux d'inscription ;
- Dans le territoire de Bagata une semaine après la formation des opérateurs de saisie, la liste d'affectation est affichée mais le constat est que les politiciens de ce coin ont imposés une autre liste au SEP est la conséquence est que les noms de ceux qui avaient suivi la formation ne se retrouvent pas sur les listes affichées ;
- Une stratégie mise en place par le député National de la ville (actuel Ministre des sports) de sensibilisés toutes les couches de la ville, les

associations, les leaders de la place à un enrôlement massifs de la population pour augmenter le siège.

9° Ituri

La situation sécuritaire du mois de mai dans la province de l'Ituri est restée relativement calme et imprévisible à Mambasa, Mahagi et dans le Sud Irumu.

Le contexte politique a été marquée par les agitations issues de la motion de défiance contre le Gouverneur de l'Ituri ainsi que la situation de mouvement de Hutu rwandais appelés « les Banyabwisha » dans le Territoire d'Irumu.

Dans la ville de Bunia, plusieurs cas de banditisme et des manifestations ont été enregistrées. Le mois de Mai a été marqué par l'affaire opposant l'Université de Bunia à un opérateur économique de la place sur la propriété du terrain qui abrite l'Université actuellement. Cette affaire a connu l'implication des autorités tant nationales que provinciales qui ont soutenu l'Université dans sa démarche devant la Justice. Cette situation a créé des manifestations violentes organisées par les étudiants. Au finish, l'Université de Bunia l'a emporté contre l'opérateur économique qui s'est vu perdre ses moyens investis dans l'achat de ce terrain situé au boulevard de Libération dans la ville de Bunia.

A Mambasa, la situation sécuritaire a été marquée par des multiples cas d'enlèvement.

Deux personnes ont été enlevées le 04 mai par des hommes armés et habillés en tenue militaire au village de Mayuano dans la chefferie des Babila Bakwanza en Territoire de Mambasa. Selon le Coordonnateur de l'ONG de défense des droits de l'homme CODEPEF basée à Biakato, les victimes se rendaient dans leurs champs situés à environ deux kilomètres de ce village et elles ont rencontré trois hommes armés qui les ont acheminés vers une destination inconnue.

Le 09 mai, le superviseur de la société locale d'ESCO KIVU chargé de l'achat de cacao a été enlevé par 02 hommes armés vêtus en uniforme militaire dans la localité de Lwemba, situé à 55 km au sud de Mambasa sur la route de Biakato. Selon la source, cet otage a été libéré et un montant de 26.000\$ pour l'achat de cacao que transporté la victime, serait emporté par les ravisseurs.

Le 06 mai, un réparateur des motos a été kidnappé par les hommes armés non autrement identifiés dans le village Bucha situé entre Lwemba et Biakato. Cet otage a été libéré trois jours après c'est-à-dire le 09 mai 2017 moyennant le paiement d'une rançon de 1.500 \$. La source nous rapporte aussi que, il y a de cela deux semaines passées, un cultivateur a été enlevé dans la même localité puis libéré après un paiement d'une rançon.

A Mahagi, la situation sécuritaire a été marquée par l'assassinat de deux jeunes opérateurs économiques par des inconnus la nuit du 29 au 30 avril. Cet incident a causé une paralysie des activités dans ce territoire suite à l'appel à la ville morte par la société civile locale le lundi 02 Mai 2017. C'est à la suite d'une mission conjointe Gouvernement provincial-MONUSCO-le Tribunal militaire de garnison de l'Ituri que le calme est revenu à Mahagi.

Le 03 mai, à Mahagi centre, le tribunal militaire de Garnison de l'Ituri a débuté le procès des présumés meurtriers des deux jeunes opérateurs de micro finances tués par balles dans la nuit du 29 au 30 avril. Selon l'Auditeur militaire, cette première journée a consisté à l'identification des prévenus. C'était en présence du Vice-Gouverneur de Province de l'Ituri et d'une foule des curieux. Deux hommes, une femme et un policier ont été trainés à la barre comme auteurs présumés de ce macabre assassinat à Mahagi.

La partie Sud du Territoire d'Irumu reste marquée par les incursions et exactions des miliciens de FRPI.

Le 04 mai 2017 vers 10heures, douze femmes dont huit femmes et quatre filles qui revenaient de lieu de deuil dans le groupement Zadhon ont été violées par les éléments de la FRPI sur l'axe Anyaga dans le groupement Boloma à plus au moins 06km au nord de Gety.

Plus tard dans la journée vers 13heures, un homme a été pillé de tous ses biens par deux éléments de la FRPI dont une machine tronçonneuse, une somme d'argent et son téléphone portable. Selon la source, les jeunes de ce groupement se sont mobilisés et ont poursuivi ces miliciens et ils ont réussi à récupérer tous les biens pillés.

Le même jour vers 15heures, les éléments de la FRPI ont tendu une embuscade sur un véhicule qui revenait de Boga pour Bunia au niveau de la rivière Adro à plus ou moins 1km de Gety sur l'axe Bunia. Selon la source, tous les passagers à bord étaient de la tribu Hema qui ont risqué tous la mort par les miliciens de la FRPI qui selon eux, revendiquaient la mort de leurs frères tués à Kasenyi il y a de cela quelques jours passés. Le conducteur a eu à s'échapper et a alerté les autorités de la place notamment le Chef de la chefferie qui a appelé à son tour les FARDC, l'ANR et d'autres services de sécurité qui sont intervenus rapidement et sauver la vie de tous ces passagers. Le Chef de la chefferie des WALENDU BINDI condamne cet acte et appelle sa population à la non-violence, à cultiver la paix et ne pas se rendre soi-même justice.

Des analyses faites de tous ces faits, il ressort que la province de l'Ituri a connu plusieurs agitations et troubles sécuritaires au courant de ce mois de Mai 2017. Le territoire de Mambasa a connu un phénomène particulier de Kidnapping, qui inquiète déjà.

10° Maniema

Le contexte politique et sécuritaire du mois de Mai, nous avons constaté qu'il n'y a pas eu de grande évolution, la situation sécuritaire et politique continue à se dégrader du jour au jour, quelques soit l'implication des tous les acteurs.

Ici, il faut avouer par rapport à la situation qui prévaut sur toute l'étendue de la province, les acteurs de la société civile et politiques, tous ont sensibilisés les populations pour aller s'enrôler massivement et ont conscientisés les populations à résoudre tous conflits qui persistent dans la province à l'amiable.

Nous signalons que tous les bureaux d'identification et enrôlement des électeurs de la province du Maniema ont complètement fermés les portes le 30 avril 2017 y compris les centres qui traités certains cas de litiges. Toutefois, l'opération de ramassage et acheminement des kits électoraux est intervenue au même mois d'avril et une partie du mois de Mai. Actuellement tous les kits sont au niveau du secrétariat provincial de la CENI). Le nombre d'enrôlés est de 1.193.082 électeurs.

Par rapport à la situation sécuritaire, cette situation devient déplorable et même requérante surtout dans le Sud de la Province (Territoire de Kabambare, au centre du territoire de Pangi et au nord dans le territoire de Punia.

Le territoire de Kabambare a connu au courant de ce mois en date du 17 mai 2017, une attaque des hommes armés non autrement identifiés qui ont attaqués les installations de la société minière NAMOYA mining, les échanges de coup de tire ont causés morts d'hommes dont : 2 éléments de la FARDC, 2 éléments de la PNC et 2 du côté des insurgés.

Dans ce secteur de Bangu Bangu Salambila au moment où nous produisons ce rapport, la situation est relativement calme,

mais il faut aussi noter qu'il y a eu 4 blessés graves qui sont internés à l'hôpital de la place et on estime à 12 personnes disparues, on ne sait pas réellement si elles étaient enlevées et amenées en brousse.

Il y a lieu de signaler que la société civile forces vives du Maniema avait pris l'initiative et a écrit au chef de l'exécutif provincial en date du 11 mai pour lui demander de relancer le dialogue entre les parties prenantes afin de trouver un terrain d'attente en privilégiant la paix et la sécurité.

Une rencontre d'une journée vient d'être organisée à Kindu entre les délégués de la Société BANRO, les chefs de secteurs, les chefs de groupements, les acteurs de la société civile, les députés provinciaux et le gouverneur de Province; quelques recommandations ont été coulées pour juguler cette crise qui sévit à Salamabila; voyons voir ce que ça va donner comme résultats. Dans le territoire de Pangi, un commandant

de FARDC répondant au nom de KIZITO avec grade de Capitaine, basé à BIKENGE dans le territoire de Kasongo est allé avec une compagnie de militaires tracasser dans ce territoire de Pangi.

Sur ordre du Gouverneur de province du Maniema, ce dernier avait demandé à son collègue capitaine Noël qui est basé à Lubile d'aller arrêter le capitaine KIZITO, informé, KIZITO a fui avec toute sa bande après avoir crépité les balles pendant plus de 48 heures dans les villages qu'ils avaient assiégés. Mais jusqu'à présent il n'est pas encore arrêté par l'auditorat militaire garnison de Kindu qui serait à sa recherche renseigne certaines sources.

En date du 18 Mai à la cité de Kalima dans le territoire de Pangi, Monsieur ASSANI Gabriel a été attaqué dans sa boutique par une bande des bandits à mains armées qui ont réussi à lui ravir 350.000 FC.

II. FAITS SAILLANTS LIES AU COMPORTEMENT DES SERVICES DE SECURITE, EN PARTICULIER LA POLICE NATIONALE, ET AUTRES ACTEURS

- Les miliciens interpellent, jugent et décapitent des paisibles citoyens et agents des services de sécurité pendant que les forces de sécurité ont la gâchette facile. Dans leur furie, miliciens et forces de sécurité font subir des graves maltraitements à la paisible population¹.
- En date du 08 mai 2017, aux environs de 18h30, au camp Jules Moke au Quartier Cikonyi en Commune de Bagira

¹ Depuis le début des hostilités entre la milice Kamaina Nsapu et les forces de l'ordre, plusieurs abus ont été enregistrés dans la façon de travailler des forces de sécurité dont la police nationale congolaise. Les différents dérapages ont davantage fait perdre la confiance de la population en la police. D'autre part, les atrocités commises par les miliciens sur les policiers devenus la cible de leurs attaques ont renforcé la méfiance et développé les mécanismes de défense des policiers. Ces deux attitudes (Population et Policiers) ont asséné un coup de grâce au peu d'acquis de la réforme de la Police, dans la ville de Kananga.

ra, une fille répondant au nom de Joceline âgée de 8 ans et élève en 2^{ème} année à l'école primaire à l'Institut NKAMBA et résident dans Quartier CIKONYI en Commune de Bagira, a été violée par un policier du Camp ci-haut cité répondant au nom de Monsieur MZEE SELEMANI âgé de 45 ans, pendant que la victime regagnait son domicile. L'auteur a été attrapé en flagrance et conduit à l'Auditorat militaire de Bukavu le même jour aux environs de 20h00.

- Du 08 au 16 mai, en Territoire de Mwenga, alors que cela faisait 8 mois qu'il n'y avait pas un seul jugement rendu dans ce territoire suite à la carence des juges, une audience foraine siégeant en matière répressive a été organisée à Mwenga centre, à l'issue de laquelle sur 14 cas (dossiers) enregistrés dont 13 pour viol et 1 pour enlèvement d'enfant, il y a eu 11 condamnations et 3 acquittements. La popula-

tion a été satisfaite de voir une fois de plus la justice fonctionner correctement dans leur territoire.

- Le 17 mai 2017, quand les prisonniers se sont évadés, les militaires ont tirés sur de gens, mettant fin à leurs vies en violation de la constitution, du droit international et de la déclaration universelle de droits de l'homme y compris la violation de beaucoup droits patrimoniaux c'est-à-dire les droits de privés qui sont tombés victimes.

De même la police a commis des arrestations arbitraires dans certains quartiers de Kinshasa lors des opérations de recherche des prisonniers évadés et demandant une rançon de 100.000 FC pour relaxer quelques-uns.

- Lorsque les prisonniers se sont évadés, les militaires ont tirés sur de gens, mettant fin à leurs vies en violation de la constitution, du droit international et de la déclaration universelle de droits de l'homme y compris la violation de beaucoup droits patrimoniaux c'est-à-dire les droits de privés qui sont tombés victimes.

De même la police a commis des arrestations arbitraires dans certains quartiers de Kinshasa lors des opérations de re-

cherche des prisonniers évadés et demandant une rançon de 100.000 FC pour relaxer quelques-uns.

De même la police a commis des arrestations arbitraires dans certains quartiers de Kinshasa lors des opérations de recherche des prisonniers évadés et demandant une rançon de 100.000 FC pour relaxer quelques-uns.

- A Mahagi, le 1^{er} mai dans la matinée, la population du Territoire de Mahagi en colère a violemment détruit et incendié certains bâtiments publics dont, le poste la de police et l'Agence nationale de renseignement (ANR) dans le quartier Adu le long de la route conduisant vers la douane. C'est alors que, les questionnaires des examens d'Etat qui se trouvaient dans le bureau de ANR, ont été incendiés par les manifestants. La PNC est intervenue en tirant des coups de feu en l'air pour éviter tout débordement.

Le Territoire de Kabambare constitue une bombe à retardement qui pourrait exploser à tout moment, entre la société BANRO et les communautés Bangu Bangu salamabila, si les dispositions utiles ne sont pas prise à temps. Des cas de morts d'hommes y sont déjà répertoriés...

III. SUGGESTIONS

- Que les autorités saisissent l'opportunité qu'offre la population à dénoncer les miliciens auprès des forces de sécurité pour harmoniser les rapports civilo-militaires en vue d'un retour rapide de la sécurité et de la quiétude au Kasaï.
- Que les politiciens qui attisent et soutiennent les rivalités ethniques dans le Kasaï soient interpellés.
- Que soit relancé ou poursuivi, le processus de réforme de la Police pour rapprocher la population de la police et ainsi restaurer l'autorité de l'Etat dans les Territoires.
- Renforcer le système sécuritaire de la Prison Centrale de l'ex-Makala.
- Régler rapidement le conflit de l'entreprise BANRO et les communautés Bangu Bangu qui exigent le respect de pro-

tole d'accord signé entre les parties prenantes il y a plus de 10 ans.

- A la CENI : de tirer toutes les conséquences de fait et de droit sur la question de la détention par des réfugiés Rwandais des cartes d'électeur qui ressort de sa responsabilité.
- Mobiliser la population pour une auto surveillance et sécurisation.
- Particulièrement à la Société Civile du Sud-Kivu : intensifier la sensibilisation sur les inconvénients de la justice populaire, en collaboration avec le Parquet, pour éclairer la population sur certaines procédures judiciaires pénales quant à ce.

Fait à Kinshasa, le 02 juin 2017

Le BCN-RRSSJ

